

# La mystérieuse disparition du Premier ministre Hariri suscite perplexité et inquiétude

## Respecter la souveraineté du Liban

**Emmanuel Macron** "a rappelé l'importance de préserver la stabilité, l'indépendance et la sécurité du Liban, et le soutien de la France au peuple libanais", lors d'un échange téléphonique samedi avec son homologue Michel Aoun, selon l'Élysée. Le président français a de nouveau demandé que "les dirigeants politiques libanais soient libres de leurs mouvements". "La nécessité de maintenir la continuité des institutions étatiques a été soulignée, dans le cadre de la politique de dissociation vis-à-vis des conflits de la région." (AFP)

Mélanie Houé  
Correspondante à Beyrouth

Une semaine après l'annonce surprise de la démission de leur Premier ministre à Riyad, en Arabie saoudite, les Libanais restent sous le choc. Tous s'interrogent sur le sort de Saad Hariri, muré dans le silence depuis sa déclaration du 4 novembre, tandis qu'ils assistent, impuissants, au basculement de leur pays dans l'incertitude.

À Beyrouth, les rumeurs d'une détention ou d'une assignation à résidence du chef du gouvernement dans le royaume wahhabite se font de plus en plus insistantes. L'annonce de sa démission, le jour même de l'arrestation de centaines de personnalités saoudiennes, menée dans le cadre d'une commission anti-corruption créée par décret royal quelques heures plus tôt et conduite par le nouvel homme fort du royaume, Mohammad Ben Salmane, interpelle.

"Saad Hariri ne rentrera sûrement pas dans l'immédiat, analyse Karim Emile Bitar, professeur de science politique à Beyrouth. Ses plus proches conseillers et partisans ont eux-mêmes été choqués par son annonce et son attitude. Dans le fond comme dans la forme, tout semble dicté par Riyad."

### Une demande d'explications

"Il est retenu contre son gré et n'est pas libre de ses mouvements", a affirmé Hassan Nasrallah, le secrétaire général du parti chiite libanais du Hezbollah, contre lequel Saad Hariri s'est montré particulièrement virulent dans sa déclaration de démission retransmise sur la chaîne de télévision saoudienne Al-Arabiya. D'après Reuters, qui cite un haut responsable libanais, le président de la République libanaise Michel Aoun aurait lui-même indiqué aux ambassadeurs étrangers en poste à Beyrouth que son Premier ministre avait

été "enlevé". Mais, publiquement, il a demandé samedi des explications à Riyad sur les raisons et les conditions du séjour prolongé de Saad Hariri en Arabie saoudite.

Dans les rangs du Courant du Futur, la formation politique de la famille du chef du gouvernement libanais, l'inquiétude est également palpable. La majorité de ses parlementaires reconnaît une démission "peu conventionnelle" dans la forme, avec un vocabulaire et des expressions "peu communs", mais l'hypothèse d'une détention est rejetée. "Moi, personnellement, je n'y crois pas, lance le député Nabil de Freige. Regardez, il s'est déplacé dans la semaine à Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis, et a reçu de nombreux ambassadeurs occidentaux chez lui, à Riyad. C'est cela que l'on appelle retenir quelqu'un contre son gré?"

### Des échanges prudents

Saad Hariri se porte bien d'après le parlementaire et ancien ministre, qui en veut pour preuve leurs échanges quotidiens sur les réseaux sociaux. "Je m'enquiers de son état, de son moral, mais on ne parle pas politique sur Internet", nuance-t-il cependant.

Nabil de Freige, qui a participé à l'appel lancé jeudi par son bloc parlementaire pour un retour im-

médiat de Saad Hariri à Beyrouth, justifie l'absence de son leader par des raisons sécuritaires. "Il y a un million de théories qui peuvent être complètement fausses, à quoi bon spéculer, ajoute-t-il. Moi, ce que je peux vous dire, c'est que Saad Hariri a bien reçu des informations de services de renseignements étrangers concernant des tentatives de lui nuire. Son père (Rafic Hariri, assassiné le 14 février 2005 dans un attentat à la voiture piégée, NdLR) avait reçu les mêmes mais ne les avait pas prises en compte..."

Les Libanais, de leur côté, se sont mobilisés. Dimanche, à la quinzième édition du marathon de Beyrouth, ils étaient plusieurs dizaines de milliers à courir sous le slogan "Saad va revenir".

■ Huit jours après sa démission, Saad Hariri est toujours en Arabie saoudite.

■ On ignore si l'ex-chef du gouvernement libanais y est retenu contre son gré.

■ Une énigme liée au récent regain de tension entre Riyad et Téhéran.

## Le temps des incertitudes

Est maintenant on va où ?" Le titre de cette comédie dramatique libanaise, réalisée en 2011 par la cinéaste Nadine Labaki, n'a jamais aussi bien porté son nom à Beyrouth, où la démission de Saad Hariri plonge dans l'incertitude. Interprétée comme une injonction saoudienne visant à contrer la montée en puissance de l'Iran dans la région, cette démission menace le Liban de devenir, après le Qatar et le Yémen, le nouveau terrain d'affrontement entre Riyad et Téhéran.

"Le pays du Cèdre risque encore une fois de payer le prix d'une guerre des axes régionaux, souligne l'universitaire et politologue Karim Bitar. Il avait adopté depuis plusieurs années une politique de neutralité vis-à-vis des conflits qui font rage au Moyen-Orient, mais Beyrouth se retrouve aujourd'hui de nouveau empêtré dans une guerre qui la dépasse – ce qui est riche de menaces."

Le professeur pointe du doigt de graves risques financiers, politiques et sécuritaires. Tous les scénarios restent ouverts : en exacerbant les tensions entre les deux principaux blocs du pays – celui mené par le Hezbollah, l'allié de l'Iran, et l'alliance du clan Hariri, liée à l'Arabie Saoudite –, la nouvelle crise institutionnelle libanaise pourrait conduire à de nouveaux cycles de violences communautaires ou encore favoriser une intervention israélienne contre le parti chiite de Hassan Nasrallah au Liban. "Le risque existe car le destin du Liban semble intrinsèquement lié aux humeurs et ambitions de Riyad et de Téhéran", confirme l'universitaire.

Pour endiguer cette nouvelle crise politique et institutionnelle, le président Michel Aoun multiplie les consultations avec les représentants des différents groupes politiques représentés au Parlement depuis une semaine. Il tente de préparer la succession de Saad Hariri, dont le retour à Beyrouth semble un préalable inéluctable au lancement des consultations parlementaires pour la nomination d'un nouveau chef du gouvernement. Or, à ce jour, nul ne sait quand, voire si le Premier ministre démissionnaire reviendra.

M.H., à Beyrouth

## En toile de fond, la rivalité séculaire entre Perses et Arabes

La guerre larvée entre l'Arabie saoudite, championne du wahhabisme (doctrine rigoriste de l'islam sunnite), et l'Iran, chiite, qui se dresse en toile de fond de la crise libanaise, reflète une rivalité croissante entre ces deux pays. Riyad et Téhéran ont rompu leurs relations diplomatiques en 2016 et, dans leur lutte d'influence, soutiennent des camps rivaux au Liban, en Irak, en Syrie et au Yémen.

Depuis le 4 novembre, la tension a été ravivée par la démission du Premier ministre libanais Saad Hariri, qui, de Riyad, a accusé l'Iran d'ingérence dans son pays par le biais du Hezbollah, mouvement chiite soutenu par Téhéran. Elle est encore montée d'un cran quand le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, a accusé l'Iran d'avoir agressé son pays, en rendant Téhéran responsable d'un tir de missile des rebelles houthis au Yémen intercepté près de Riyad. Téhéran, niant toute implication, a appelé Riyad à ne pas jouer avec le feu et à se méfier de la "puissance" iranienne.

Au-delà de l'antagonisme atavique entre Perses et Arabes, la concurrence entre Riyad et Téhéran a été exacerbée par la révolution iranienne de 1979 et l'avènement de la République islamique, porteuse d'un message révolutionnaire d'émancipation populaire et farouchement antiaméricain, perçu comme une menace par l'Arabie, monarchie conservatrice alliée des Etats-Unis. Riyad sera dès lors un des principaux soutiens financiers de Saddam Hussein pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988).

Avec l'affaiblissement de l'Irak après la guerre du Golfe (1991), l'Arabie et l'Iran deviennent "les deux principales puissances régionales", relève Clément Therme, chercheur à l'International Institute for Strategic Studies (IISS) à Washington, pour qui leur rivalité est d'abord géostratégique. Riyad voit comme une menace pour sa propre sécurité l'influence régionale grandissante de l'Iran avec les guerres en Irak et en Syrie, et la poursuite du programme balistique iranien. Pour l'Iran, qui s'estime encerclé par des bases américaines et menacé par les arsenaux constitués par ses voisins auprès des Etats-Unis, les missiles qu'il développe sont purement défensifs.

Trump a encouragé l'hostilité à l'Iran

"La première cause des tensions actuelles est liée à l'affrontement par intermédiaires entre l'Iran et l'Arabie saoudite", estime M. Therme, en citant les théâtres de guerre en Irak, en Syrie et au Yémen. Pour lui, "l'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis a libéré les énergies anti-iraniennes dans la péninsule arabique" car Washington "a pris fait et cause [...] pour son allié saoudien" et contre l'Iran. Une attitude américaine tranchant avec celle de Barack Obama, marquée par la signature d'un accord historique sur le nucléaire iranien.

Les tensions religieuses "ont émergé comme un paramètre majeur de la rivalité irano-saoudienne" après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, qui a fait émerger un pouvoir chiite à Bagdad, "mais surtout après les printemps arabes de 2011", observe M. Therme. "Les Etats arabes sont apparus comme vulnérables et l'Iran a été alors défini

comme la principale menace pour la stabilité régionale", ajoute-t-il en référence au soutien affiché de Téhéran aux revendications des importantes minorités chiites dans les monarchies du Golfe.

Un calcul du prince héritier saoudien ?

"Le risque d'escalade semble atténué par la peur d'une guerre", estime, toutefois, Clément Therme, rappelant que l'Iran a l'expérience douloureuse de la guerre avec l'Irak. Quant à l'Arabie, elle est enlisée au Yémen, où elle est engagée depuis mars 2015 à la tête

d'une coalition militaire pour stopper l'avancée des rebelles houthis. Pour la société de conseil en risque politique Eurasia Group, "la rhétorique saoudienne ne reflète pas nécessairement un intérêt pour la guerre". Mais l'argument nationaliste contre l'Iran pourrait être instrumentalisé par le prince héritier – qui bouscule actuellement les codes dans le royaume ultra-conservateur – pour "consolider sa position". (AFP)

**L'Arabie saoudite voit comme une menace pour sa propre sécurité l'influence grandissante de l'Iran.**